

Les « gilets jaunes » n'ont pas réussi à capitaliser

Les listes qui ont endossé leurs revendications ont échoué aux européennes, malgré la repolitisation des citoyens enclenchée par le mouvement, constate un collectif de chercheurs

Il n'y aura donc pas eu de vague jaune, mais dix ans après le score historique de 2009, une nouvelle vague verte. Les sondages ne l'avaient guère anticipée, tout comme ils n'avaient pas vu venir l'effondrement des Républicains et de La France insoumise. L'abstention, en recul par rapport au dernier scrutin européen, s'élève à près d'un électeur sur deux : 49,88 % des personnes inscrites ne sont pas allées voter. Le Rassemblement national se maintient en première position. Nouvelles venues dans la compétition, les listes « gilets jaunes » n'ont pas remporté le succès escompté au regard de la mobilisation inédite par son ampleur et sa durée. Le mouvement des « gilets jaunes » n'aurait donc pas trouvé de traduction politique aux européennes ?

Certes, les scores des « listes jaunes » sont très faibles : l'Alliance jaune, emmenée par

Francis Lalanne, obtient 0,54 % des suffrages, la liste tirée au sort du Mouvement pour l'initiative citoyenne, avec à sa tête Gilles Helgen, réalise 0,03 %, tandis qu'Evolution citoyenne rassemble 0,01 % des voix.

Peu d'intérêt pour l'Europe

Les « gilets jaunes » étaient pourtant bien présents dans cette campagne. Dès le début du mouvement, l'hypothèse d'une liste « gilets jaunes » avait été testée par les sondages. Un sondage, commandité par La République en marche (LRM), leur prédisait un score de 12 %. Une liste Ralliement d'initiative citoyenne (RIC) émergerait d'ailleurs le 23 janvier, avec à sa tête Ingrid Levavasseur. Les critiques l'accusant de faire le jeu d'Emmanuel Macron s'accompagnaient d'une violence qui se déploya notamment sur les réseaux sociaux et qui la conduisirent très rapidement à renoncer à se présenter.

Il n'y eut donc pas de liste de rassemblement, et trois listes revendiquaient directement la couleur jaune ; à quoi il faudrait

aussi ajouter la liste de Florian Philippot, rebaptisée Ensemble patriotes et « gilets jaunes » (0,6 %) après que Jean-François Barnaba, autre « gilet jaune » médiatique, l'a rejoint. Les partis politiques présents dans les manifestations aux côtés des « gilets jaunes » ne semblent pas avoir bénéficié de la mobilisation.

Il faudra voir, avec les sondages sortis des urnes et les enquêtes postélectorales, ce qu'ont été finalement les votes des « gilets jaunes ». Avec toutes les réserves méthodologiques d'usage tenant à ce que signifie « gilet jaune ». À quelle pratique et à quelle intensité de mobilisation cela renvoie-t-il : être sympathisant, manifester, être sur un

rond-point ? Et sur quelle durée ? On peut faire l'hypothèse que l'augmentation inattendue de la participation à ces élections doit paradoxalement quelque chose à ce mouvement social et à ses suites.

L'intérêt pour l'Europe se manifeste peu dans le mouvement des « gilets jaunes ». L'Europe est peu visible sur la scène manifestante. A titre indicatif, un comptage réalisé sur 900 « gilets jaunes » et pancartes brandies en manifestation (à Paris et Nice) montrait une référence à l'Europe dans plus de 5 % des cas. Une référence critique le plus souvent, quand elle est ainsi arborée, avec une évocation du « Frexit ». Dans l'enquête – par questionnaire – réalisée entre le 24 novembre et le 16 mars, l'Europe n'est pas la principale motivation pour manifester ou être sur le rond-point (19 ont mentionné l'Europe sur 928 questionnaires, avec une tonalité négative). C'est une question qui peut diviser. Le mouvement des « gilets jaunes » est composite, avec une forte mise à distance des partis politiques, comme le montre notre enquête.

Politisations en dehors des urnes

Politiquement, le jaune a cessé d'être une couleur primaire. De manière inédite, le mouvement a pu et peut réunir effectivement des personnes aux sensibilités

politiques différentes, pour ne pas dire franchement divergentes. C'est sans doute la raison de son succès initial, comme celle de sa durée. Ainsi, sur ce rond-point, occupé durablement, comme dans tant d'autres, la règle est que l'on ne parle pas de ses positions partisans pour ne pas se diviser.

Il y avait donc un risque à ce que l'élection européenne soit vécue sur le mode de

la division et que la faible préoccupation affichée se traduise par une faible participation. Les résultats, corroborés par les discussions sur les réseaux sociaux, invitent à déplacer le regard. La mobilisation des « gilets jaunes » pose la question d'une repolitisation. Elle se manifesterait, au-delà de la revendication initiale et unificatrice sur le prix des carburants, dans l'intérêt pour des questions touchant à la justice fiscale, à la redistribution, aux politiques sociales, aux services publics, autrement dit au politique. Révélatrice aussi de cet intérêt renouvelé pour la chose politique a été l'émergence de préoccupations institutionnelles portant sur la Constitution, le référendum sous ses différentes formes, le rôle des élus ou encore l'Etat de droit quand il est mis à mal par des violences policières. Une repolitisation ancrée dans l'expérience et le quotidien des personnes mobilisées qui pourrait expliquer que ce regain de la participation n'ait pas profité aux listes « gilets jaunes » et aux partis les soutenant à un niveau européen, mais qui trouvera peut-être une expression spécifique lors des élections municipales. ■

Signataires : Loïc Bonin, Centre Emile-Durkheim-université Paris-Dauphine ; Magali Della Sudda, Centre Emile-Durkheim-CNRS et Sciences Po Bordeaux ; Ornella Graziani, Lisa ICPP, Università di Corsica Pasquale-Paoli ; Pauline Liechon, Centre Emile-Durkheim-université Paris-Dauphine ; Frédéric Neyrat, DySoLab, université de Rouen